



3 mars 2021

Une mesure du bien-être au-delà du seul PIB : proposition de liste commune des partenaires sociaux européens

À quoi pourrait ressembler un ensemble alternatif d'indicateurs pour mesurer les progrès économiques, sociaux et environnementaux ?

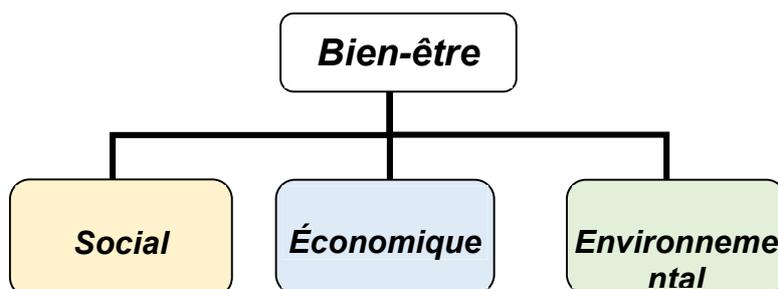
Au cours de son histoire, le PIB (produit intérieur brut) est devenu l'un des indicateurs macroéconomiques les plus utilisés et le critère de succès ou d'échec économique des pays.

Cependant, depuis la création de cet instrument, des questions légitimes se posent du point de vue méthodologique quant à son adéquation pour mesurer le bien-être et le progrès social. Comme le montrent certaines études, le niveau et le développement du PIB sont étroitement liés à la prospérité et au bien-être, mais le PIB à lui seul (en ce compris les ratios associés) peut ne pas être adapté pour prédire la fiabilité d'une économie, car *la prospérité d'une nation peut difficilement être déduite de son seul revenu national*.

Des tentatives passées, comme le Rapport sur la richesse inclusive (ONU), l'indicateur du vivre mieux (OCDE) ou le World Happiness Report (Layard, Sachs et al), ont conduit à la définition du Programme 2030 qui explique qu'un bien-être durable n'est rien d'autre qu'un programme de développement durable. Mais encore faut-il trouver un consensus sur un ensemble d'indicateurs capables de compléter ou d'intégrer la fonction exercée par le PIB dans la planification de la politique économique.

Les partenaires sociaux européens saluent l'opportunité de contribuer à ce débat majeur. La proposition en question se fonde sur trois lacunes du PIB, et plus particulièrement sur son incapacité à refléter pleinement le bien-être individuel. Comme l'illustre le graphique ci-dessous, il serait nécessaire d'analyser les possibilités de compléter le PIB en tenant compte d'indicateurs économiques, sociaux et environnementaux supplémentaires.

Graphique : une mesure du bien être au-delà du seul PIB



Nous pensons que le bien-être durable découle d'une économie florissante qui offre des emplois de qualité et des conditions de vie élevées pour toutes les générations actuelles et futures. L'économie peut prospérer dans des sociétés dynamiques où l'entrepreneuriat est actif, où les travailleurs sont bien formés, très qualifiés et motivés, et où les femmes, les immigrants et les jeunes travailleurs participent avec succès au marché du travail en profitant d'emplois stables. Une économie ouverte prospère dans des sociétés équitables où les infrastructures et les services publics offrent un terrain fertile aux entreprises compétitives, assurant le développement de toutes les régions et une plus grande cohésion, en particulier dans les régions rurales et isolées, donnant à chacun accès à des opportunités et à une bonne qualité de vie encadrées par des institutions démocratiques stables et modernes.

Un marché du travail dynamique devrait offrir des opportunités accessibles à tous pour motiver les gens à investir dans leurs propres compétences et dans l'éducation de leurs enfants. De cette façon, nous parviendrons aussi à une distribution plus juste des revenus et des richesses, qui permettra d'éradiquer la pauvreté, de combattre les inégalités et d'amorcer la mobilité sociale. S'il importe que les systèmes de protection sociale assurent la dignité des personnes à tous les stades de l'existence et dans toutes les situations de vie défavorables, ils doivent aussi créer des incitations pour l'éducation au travail et préserver la solidarité intergénérationnelle. Un sentiment positif de confiance dans l'avenir, appuyé par un climat commercial concurrentiel et par une culture du dialogue social, poussera les investissements nets à la hausse, ce qui stimulera l'innovation et des modes de production respectueux de l'environnement. Ainsi, nous serons plus à même d'améliorer notre capacité à préserver la planète et les ressources naturelles par la promotion de schémas de production durables. Pour vivre plus longtemps, il faut vivre en bonne santé dans un environnement non pollué. La protection de la santé des populations profite au bien-être individuel, mais aussi à la prospérité des économies et au dynamisme des sociétés.

Pour traduire ces aspects multiples du bien-être durable, les partenaires sociaux européens proposent des indicateurs clés qui cernent mieux les besoins changeants de la population et se basent sur un large consensus entre les acteurs économiques et sociaux.

En ce qui concerne les **indicateurs sociaux**, il est largement admis que des questions telles que l'emploi, la sécurité contre le crime, les institutions efficaces et non corrompues, le bon fonctionnement du réseau de sécurité sociale, etc. sont liées à une évaluation positive du bonheur de chaque individu. Le chômage, la criminalité ou les inégalités serviraient d'indicateurs pour évaluer l'inverse.

De nouveaux **indicateurs économiques** complèteraient le PIB comme mesure de la « qualité de la croissance », en plus d'indicateurs tels que la corruption, la morosité sur le marché du travail, l'entrepreneuriat et la qualité des services publics (en termes de disponibilité et de performance). La productivité, en particulier, servirait à mesurer la croissance générée sans augmenter le recours aux ressources, et serait donc un indicateur de durabilité. Par ailleurs, la disparité entre les régions et son évolution (convergence) doivent être prises en compte.

L'inclusion d'**indicateurs environnementaux** dans une mesure plus large refléterait les effets écologiques de la croissance, tant en termes de coûts que d'avantages liés à l'augmentation de la productivité et de l'efficacité des ressources. Il est largement admis que les facteurs environnementaux sont intimement liés aux variables individuelles et qu'ils constituent des variables clés pour évaluer la durabilité, représentant la consommation actuelle des ressources sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. Grâce à l'ajout de ces nouvelles variables, le cadre élargi serait également compatible avec le cadre des Objectifs de développement durable (ODD).

Les indicateurs privilégiés sont ceux qui ont une corrélation positive avec la croissance et le bien-être. Les indicateurs doivent être sélectionnés parmi ceux déjà disponibles et qualitativement prêts à être utilisés (stables, significatifs, observés dans tous les pays, etc.).

Il faut souligner que nous ne proposons pas de combiner les indicateurs en un seul indicateur composite. Nous considérons plutôt qu'un tableau de bord plus large du bien-être correspond mieux à notre compréhension commune de « au-delà du PIB ».

En résumé, nous proposons les indicateurs visés dans le tableau ci-dessous comme point de départ à une discussion plus approfondie sur la question.

Tableau 1.1 : exemples d'indicateurs potentiels complémentaires au PIB

SOCIAL	ÉCONOMIQUE	ENVIRONNEMENTAL
Indicateurs proposés :	Indicateurs proposés :	Indicateurs proposés :
1. Inégalité (indice de Gini) (ou répartition AROPE [personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale] par âge et par genre) [EUROSTAT] 2. NEET (répartition par genre) [EUROSTAT] 3. Années de vie en bonne santé (à la naissance ou à 65 ans, répartition par genre) [EUROSTAT] 4. Morosité sur le marché du travail (répartition par genre) [EUROSTAT] ¹ 5. Couverture de la négociation collective (%) [OCDE ou à créer, peut-être EUROFOUND]	6. Participation des adultes à l'apprentissage (% de la population âgée de 20 à 64 ans) [EUROSTAT] 7. Indicateurs de résultats pour les infrastructures clés, à savoir des indicateurs de qualité de vie liés aux conditions de vie matérielle (taux de privation de logement, etc.), l'accès aux soins de santé et l'état de santé ainsi que la qualité de l'éducation comme le niveau d'instruction, etc. [EUROSTAT] 8. Indice mondial de l'entrepreneuriat [GEDI] 9. Total net des investissements en actifs non financiers [EUROSTAT par catégorie] ²	11. Part des énergies renouvelables dans la production d'électricité [IAE] 12. Émissions de gaz à effet de serre [EUROSTAT] 13. Polluants atmosphériques [EUROSTAT] 14. Diversité biologique [indicateurs de la biodiversité UE - SEBI]

¹ La morosité sur le marché du travail sert mieux un hypothétique futur discours. Une personne « employée » est une personne qui travaille indépendamment de la qualité de cet emploi, qu'il s'agisse d'un travail à temps partiel volontaire ou involontaire, etc. La morosité sur le marché du travail aide à mesurer la « qualité » de l'emploi et constitue un meilleur indicateur de l'état de santé de l'économie (p. ex. OCDE, Eurostat).

² L'investissement est la clé de notre prospérité économique, mais ses formes sont actuellement perdues dans la masse des données globales du PIB, les dépenses en éducation n'étant même pas considérées comme des investissements. Nous devons accorder plus d'importance aux chiffres majeurs (y compris la réduction pour amortissement de l'investissement existant) ; à calculer à partir des données Eurostat existantes.

	10. Disparités régionales du RNB (entre régions d'un pays et entre pays) ³	
--	---------------------------------------------------------------------------------------	--

³ Basé sur l'outil de suivi territorial européen et macro-régional.